

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/VAL/2

28 avril 1995

(95-1093)

Comité de l'évaluation en douane

ACCORD SUR L'EVALUATION EN DOUANE

INVOCATION DES DISPOSITIONS SPECIALES PREVUES POUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT MEMBRES

Note du Secrétariat

I. Le paragraphe 1 de l'article 20 (application différée des dispositions de l'Accord), le paragraphe 2 de l'article 20 (application différée de la méthode de la valeur calculée), le paragraphe 2 de l'Annexe III (réserve concernant les valeurs minimales), le paragraphe 3 de l'Annexe III (réserve concernant l'inversion de l'ordre d'application des articles 5 et 6) et le paragraphe 4 de l'Annexe III (réserve concernant l'application de l'article 5:2, que l'importateur le demande ou non) contiennent les dispositions spéciales prévues pour les pays en développement Membres. On trouvera ci-après la liste des pays en développement Membres qui ont invoqué tout ou partie de ces dispositions, avec, entre parenthèses, la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour le Membre concerné:

Bangladesh (1.1.95)	Indonésie (1.1.95)	République dominicaine (9.3.95)
Chili (1.1.95)	Kenya (1.1.95)	Sénégal (1.1.95)
Colombie (30.4.95)	Malaisie (1.1.95)	Singapour (1.1.95)
Costa Rica (1.1.95)	Malte (1.1.95)	Sri Lanka (1.1.95)
Côte d'Ivoire (1.1.95)	Maurice (1.1.95)	Thaïlande (1.1.95)
El Salvador (7.5.95)	Myanmar (1.1.95)	Tunisie (29.3.95)
Gabon (1.1.95)	Pakistan (1.1.95)	Uruguay (1.1.95)
Ghana (1.1.95)	Paraguay (1.1.95)	Venezuela (1.1.95)
Honduras (1.1.95)	Philippines (1.1.95)	

Le texte des communications envoyées par ces Membres figure dans les documents WT/Let/1/Rev.1 en date du 2 mars 1995, WT/Let/10 en date du 24 mars 1995, WT/Let/12 en date du 7 avril 1995 et WT/Let/14 en date du 24 avril 1995.

II. Eu égard à la Décision prise par le Conseil général à sa réunion du 31 janvier 1995 au sujet du "Maintien en application, au titre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, de l'invocation des dispositions permettant aux pays en développement de différer l'application de l'Accord sur l'évaluation en douane de 1979 et de faire des réserves au titre dudit accord" (WT/L/38), l'invocation des dispositions permettant de différer l'application de l'Accord et de faire des réserves au titre des dispositions pertinentes de l'Accord de 1979 sur l'évaluation en douane reste valable pour les pays en développement Membres ci-après, conformément aux paragraphes 1, 2 et 3 de ladite décision.

Argentine	Maroc	Turquie
Brésil	Mexique	Zimbabwe
Inde	Pérou	